

Crédit Agricole Leasing & Factoring

Société anonyme Au capital de 195.257.220 €

Siège social : 12 Pl. des États Unis, 92120 Montrouge

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER III

CAL&F

REPORTING ANNUEL CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

(En application de l'article L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et de l'article 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF)

ATTESTATION DU RESPONSABLE

**Attestation concernant la publication des informations requises au titre de la partie 8
du règlement (UE) n°575/2013**

François MOULY, Directeur général adjoint Ressources & Performance, en charge du pôle
Finances & Risques de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance les informations requises en vertu de la partie 8 du règlement (UE)
n° 575/2013 (et modifications ultérieures) ont été publiées en conformité avec les politiques
formelles et les procédures, systèmes et contrôles internes.

Fait à Montrouge, le 2 Septembre 2025

**Le Directeur général adjoint Ressources & Performance, en charge du pôle Finances &
Risques de Crédit Agricole Leasing & Factoring.**



François MOULY

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3	4
Partie 1 : Composition et pilotage du capital	4
1. Cadre réglementaire applicable	5
2. Supervision et périmètre prudentiel	6
3. Politique de capital	6
4. Fonds propres prudentiels	7
5. Adéquation du capital	11
Partie 2 : Composition et évolution des emplois pondérés	20
1. Synthèse des emplois pondérés	20
2. Qualité du risque de crédit	22
3. Techniques de réduction du risque de crédit	25
Partie 3 : Risque de liquidité	27
4. Gestion du Risque de Liquidité	27

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3

Partie 1 : Composition et pilotage du capital

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de Crédit Agricole Leasing et Factoring sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **Le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **Le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **Le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Crédit Agricole Leasing et Factoring a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels Crédit Agricole Leasing et Factoring est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités.

Pour la réalisation de cet objectif, Crédit Agricole Leasing et Factoring mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique centrale.

Par ailleurs, Crédit Agricole Leasing et Factoring s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (Internal Capital Adequacy and Assessment Process), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe qui permet un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de *stress tests* ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne")
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques de [nom entité] tels que l'ILAAP (Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process), l'appétit au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétit pour le risque appliqué au sein de Crédit Agricole Leasing et Factoring

1. Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1^{er} janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1^{er} janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : Directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur sept jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- Le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- Le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- Le ratio de fonds propres totaux ;
- Le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- La transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1er janvier 2018 et continuent de s'appliquer aux instruments de dette hybride jusqu'au 1er janvier 2022) ;
- Les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- Les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9.

2. Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de levier, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole Leasing et Factoring a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie "Annexe aux fonds propres réglementaires".

3. Politique de capital

Trimestriellement, le comité Financier est présidé par le Directeur général et/ou adjoint en charge des Ressources et Performance. Y participent notamment la Directrice Financière, le Directeur des Contrôles, de la Conformité et des risques, le Directeur général adjoint Développement France Mobilités et Partenariats Leasing, le Directeur général adjoint Développement International et Affacturage, le Directeur des Mobilités et des Partenariats Leasing et le Directeur des Opérations, Juridiques et Contentieux.

Ce Comité, et en lien avec la politique de Capital, a comme principales missions de :

- Veiller au respect des ratios prudentiels et des taux fixés par la réglementation, les instructions CASA ou d'autres instructions spécifiques ;
- Suivre l'exposition aux risques financiers : taux d'intérêt, liquidité, solvabilité, change, risques de contrepartie, par rapport aux limites et objectifs fixés ;
- Fixer les limites et objectifs de risque financier avec l'accord de Crédit Agricole SA ;
- Décider de l'orientation à donner à la politique de gestion actifs/passifs et de refinancement sur la base des propositions avancées par la Direction Financière ;
- Décider de la politique de délégation de pouvoirs et de limites ;
- Valider le cadre normatif de CAL&F pour chaque périmètre.

Le pilotage du capital réglementaire est réalisé dans le cadre d'un processus de planification nommé *capital planning*.

Le *capital planning* a pour objet de fournir des projections de fonds propres et de consommation de ressources rares (emplois pondérés et taille de bilan) sur l'horizon du Plan moyen terme en cours sur le périmètre de consolidation P2 (Crédit Agricole Leasing &

Factoring), en vue d'établir les trajectoires de ratios de solvabilité (*CET1, Tier 1, ratio global et ratio de levier*).

Il décline les éléments budgétaires de la trajectoire financière en y incluant les évolutions réglementaires comptables et prudentielles, ainsi que les revues de modèles appliqués aux assiettes de risques. Il traduit également la politique d'émission (dettes subordonnées) et de distribution au regard des objectifs de structure de capital définis en cohérence avec la stratégie du Groupe.

Il détermine les marges de manœuvre dont dispose le Groupe pour se développer. Il est également utilisé pour la fixation des différents seuils de risques retenus dans le cadre de l'appétit pour le risque. Il veille ainsi au respect des différentes exigences prudentielles et sert au calcul du Montant Maximum Distribuable (MMD) tel que défini par les textes.

Le capital planning est présenté à diverses instances de gouvernance et fait l'objet d'une communication aux autorités compétentes notamment pour des opérations ponctuelles lors des demandes d'autorisations.

4. Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1 (CET1)* ;
- Les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*), constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1 (AT1)* ;
- Les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

a) Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1 (CET1)*

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
 - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
 - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
 - la *prudent valuation* ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation (voir détail dans le tableau EU PV1 dans la partie suivante),
 - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
 - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les

expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,

- les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

b) Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent :

- Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- Les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- Les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- Les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- Les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Les instruments AT1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2) sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 %. Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. Une totale flexibilité des paiements est exigée (interdiction des mécanismes de rémunération automatique et/ou suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur).

Les instruments AT1 émis par Crédit Agricole Leasing et Factoring comportent un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenchent lorsque le ratio CET1 de Crédit Agricole Leasing et Factoring est inférieur à un seuil de 5,125%.

Au 31 décembre 2023, le ratio phasé CET1 de Crédit Agricole Leasing et Factoring s'établit à 9,29%. Ainsi, il représente un coussin en capital de 1 141 millions d'euros par rapport au seuil d'absorption des pertes.

Au 31 décembre 2023, aucune restriction sur le paiement des coupons n'est applicable.

À cette même date, les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole Leasing et Factoring s'établissent à 942,87 millions d'euros incluant 379,48 millions d'euros de réserves distribuables et 184,22 millions d'euros de primes d'émission.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

c) Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- Les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
 - ✓ Les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
 - ✓ Une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- Les déductions de détentions directes d'instruments Tier 2 (dont *market making*) ;
- L'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- Les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments Tier 2 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- Les déductions d'instruments Tier 2 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- Les éléments de fonds propres Tier 2 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en Tier 2).

Le montant des instruments Tier 2 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

d) Situation au 31 décembre 2023

Fonds propres prudentiels simplifiés

Fonds propres prudentiels simplifiés (en millions d'euros)	31/12/2023 phasé
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	1 738
(-) Prévision de distribution	-
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	-
Intérêts minoritaires éligibles	-
(-) Filtrés prudentiels	(0)
dont : Prudent valuation	(0)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(337)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	-
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	-
Dépassement de franchises	-
Couverture insuffisante pour les expositions non performantes	-
Autres éléments du CET1	(259)
TOTAL CET1	1 141
Instruments AT1	496
Autres éléments AT1	(248)
TOTAL TIER 1	1 389
Instruments Tier 2	739
Autres éléments Tier 2	(369)
TOTAL CAPITAL	1 759

Instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement déient un investissement important	24
Impôts différés déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	6

Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 1 141 millions d'euros au 31 décembre 2023 et font ressortir une hausse de 78 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2022.

Cette variation s'explique principalement du fait du résultat prudentiel conservé pour 141 millions d'euros.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) phasés s'élèvent à 248 millions d'euros, soit une hausse de 8 millions d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2022.

Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) phasés, s'élèvent à 369 millions d'euros et sont en hausse de 11 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022.

Au total, les fonds propres totaux phasés s'élèvent à 1 759 millions d'euros, en hausse de 98 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022.

5. Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

a) Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

▪ Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le superviseur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2. Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438(b) de CRR2.

L'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigence de fonds propres SREP	31/12/2023
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,00%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,97%
Exigence de CET1	7,47%
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%
P2R en AT1	0,00%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%
P2R en Tier 2	0,00%
Exigence globale de capital	10,97%

▪ Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 comprennent un ratio minimum de

fonds propres CET 1 de 4,5 %, un ratio minimum de fonds propres Tier 1 de 6 % et un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

Les tableaux ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 440 (a et b) de CRR2.

Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

Répartition géographique des expositions - crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCRb1)													
31/12/2023	Expositions globales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de crédit pertinentes - risque de crédit		Exigences de fonds propres						
sur le ratio d'actif			Somme des positions longues et courtes des expositions de portefeuille de négociation par l'éprouvette	Valeur des expositions de portefeuille de négociation par les marchés internes	Exposition au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigence au titre de crédit pertinentes - l'effet de crédit	Exigence de crédit pertinentes - risque de marché	Exigence de crédit pertinentes - positions de négociation dans le portefeuille hors négociation	Total	Montant d'exposition pondérée	Pondération des expositions de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1	Allemagne	700	-	-	-	100	60	-	-	60	600	6,11%	0,70%
2	Belgique	90	-	-	-	80	2	-	-	2	24	0,20%	0,00%
3	Espagne	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	0,00%
4	Danemark	21	-	-	-	21	1	-	-	1	19	0,16%	0,00%
5	France	6 754	10	-	-	0 190	894	7	-	894	7 437	69,10%	6,90%
6	Hong Kong	1	-	-	-	1	1	-	-	1	9	0,00%	0,00%
7	Italie	5	-	-	-	5	1	-	-	1	4	0,00%	0,00%
8	Grèce	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	0,00%
9	Lituanie	24	-	-	-	24	2	-	-	2	33	0,21%	0,00%
10	Luxembourg	34	-	-	-	34	2	-	-	2	21	0,20%	0,00%
11	Pays-Bas	0	-	-	-	0	1	-	-	1	9	0,00%	0,00%
12	République Tchèque	11	-	-	-	11	1	-	-	1	8	0,00%	0,00%
13	Royaume-Uni	278	-	-	-	273	19	-	-	19	232	2,16%	0,00%
14	Suède	0	-	-	-	0	0	-	-	0	3	0,00%	0,00%
15	Swiss	24	-	-	-	24	2	-	-	2	21	0,20%	0,00%
16	Autres pays *	3 094	-	-	-	3 094	180	-	-	180	2 201	21,27%	0,00%
17	Total	14 018	10	-	-	14 048	859	7	-	859	14 723	100%	0,472%

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)		31/12/2023
1	Montant total d'exposition au risque	12 285
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,472%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	58

La transposition de la réglementation bâloise dans la réglementation européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

b) Ratio de levier

Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant

comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pillier 1 applicable depuis le 28 juin 2021.

Le règlement CRR2 prévoit que certaines expositions Banque Centrale peuvent être exclues de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1er janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Crédit Agricole Leasing & Factoring a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

Situation au 31 décembre 2023

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 451 de CRR2.

Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier (EU LRA)

Le ratio de levier de Crédit Agricole Leasing & Factoring s'élève à 3,68% sur une base de Tier 1 phasé après neutralisation des expositions Banque Centrale.

Le ratio de levier est en baisse de 0.30 point en moyenne sur l'année 2023 et reste toujours au-dessus de l'exigence réglementaire. Le ratio reste en moyenne à un niveau supérieur de 1.8 point de pourcentage versus l'exigence.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité (ratio de solvabilité / ratio de résolution) et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau du Groupe fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

LRSum : Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LR1)

Montant applicable - en millions d'euros		31/12/2023
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	37 610
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	-
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	-
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	24
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	-
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	1 258
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(765)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-
12	Autres ajustements	(349)
13	Mesure de l'exposition totale	37 778

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2)

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - suite - en millions d'euros		31/12/2023
Expositions exclues		
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(765)
EU-22k	(Total des expositions exemptées)	(765)
Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
23	Fonds propres de catégorie 1	1 389
24	Mesure de l'exposition totale	37 778
Ratio de levier		
25	Ratio de levier (%)	0,00%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	0,00%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	0,00%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes		
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire
Publication des valeurs moyennes		
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	37 778
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	37 778
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	0,00%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	0,00%

**LRSpl: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées)
(EU LR3)**

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR (en millions d'euros)		31/12/2023
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:	36 873
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	-
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	36 873
EU-4	Obligations garanties	-
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	837
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	748
EU-7	Établissements	4 020
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	1 626
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	6 033
EU-10	Entreprises	14 329
EU-11	Expositions en défaut	597
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	8 883

c) Adéquation du capital en vision interne

Le Groupe Crédit Agricole a initié depuis plusieurs années le déploiement d'une démarche de capital interne. Cette approche, comparable à la méthode « SREP » de la BCE, vise à répondre aux exigences du pilier 2, plus particulièrement en matière d'ICAAP (internal capital adequacy assessment process) dont la mise en œuvre est de la responsabilité des établissements.

Le principal objectif de cette démarche est de s'assurer que les fonds propres du groupe et ceux des principales entités du groupe sont adaptés aux risques encourus.

Concernant CAL&F, cette démarche repose sur un volet qualitatif qui vise à mesurer la qualité du dispositif de maîtrise des risques de l'entité et mesurer à travers des exercices de stress, la sensibilité des risques de l'établissement à une dégradation de la situation macroéconomique. Il s'appuie sur une démarche normée d'analyse basée sur l'utilisation de grilles qualitatives dédiées à des thèmes spécifiques et un exercice d'analyse et de hiérarchisation des principaux risques de l'entité. Le résultat du volet qualitatif peut donner lieu le cas échéant, à une exigence supplémentaire au titre du capital interne.

Celui-ci est complété par la réalisation de simulations de crises, dont l'analyse des résultats, permet de vérifier si les fonds propres de l'entité permettent de couvrir les dotations aux provisions et la hausse d'emplois pondérés résultant d'un choc économique global.

Le volet qualitatif de l'ICAAP joue un rôle essentiel dans le dispositif Pilier 2 du Groupe. Il répond à 3 objectifs :

- Évaluer le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques.

Les grilles qualitatives mises en place comportant deux natures de critères :

- ✓ Des critères d'exposition au risque, notamment ceux issus du tableau de bord

des risques, qui visent à compléter les mesures d'ICAAP quantitatives (qui sont en date d'arrêté) par une appréciation dynamique du niveau d'exposition aux risques ;

- ✓ Des critères de contrôle qui visent à apprécier la fiabilité des mesures. Ces contrôles reposent notamment sur ceux figurant dans le dispositif. (i.e. contrôle permanent de niveau faïtier déployé par la Direction des Risques Groupe de Crédit Agricole SA).
- Identifier et formaliser les points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'une feuille de route formalisée par l'entité. Cet objectif vise à continuer à faire progresser le niveau global de maîtrise des risques dans le Groupe.
- Les résultats de l'ICAAP qualitatif pourront donner lieu à des ajustements du calcul de capital interne du Pilier 2 lorsque des points de faiblesse majeurs sont identifiés.
 - ✓ Risques existants identifiés comme majeurs dans le processus d'identification des risques et présentant des indicateurs dégradés
 - ✓ Risques émergents jugés majeurs à brève échéance à dire d'expert
 - ✓ Quantification : Les méthodes de quantification seront proposées au Comité Pilier 2 par les experts en charge du risque après revue critique indépendante du « second regard » et la validation en CNM.
 - ✓ Rôle et responsabilités du processus

Après présentation annuelle du Rapport Annuel de Contrôle interne, le Responsable Risque et Contrôle Permanent de l'entité doit proposer, dans les situations définies ci-dessus, le principe d'une quantification complémentaire en lien avec le référent risque du domaine concerné. Sur proposition du référent, l'approche retenue est intégrée à l'ordre du jour du Comité Pilier 2 Groupe, avec une estimation d'impact à dire d'expert, lorsqu'une méthode quantitative n'est pas envisageable.

Annexe aux fonds propres prudentiels

Différence de traitement des expositions sous forme d'actions entre périmètre comptable et périmètre prudentiel

Type d'exposition	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	Mise en équivalence Titres de participation dans les établissements de crédit	Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles. Déduction des instruments AT1 et Tier 2 de la catégorie d'instruments correspondante du Groupe.
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres détenus à des fins de collecte et vente	Déduction des instruments CET1, AT1 et Tier 2, au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Participations ≤ 10 % dans un établissement d'importance systémique mondiale (G-SII)	Actifs financiers	Déduction des éléments d'engagements éligibles ou, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas en quantité suffisante, déduction des instruments Tier 2, au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1 (pour les établissements d'importance systémique mondiale).
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP (<i>Asset-Backed Commercial Paper</i>)	Consolidation par intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

Partie 2 : Composition et évolution des emplois pondérés

1. Synthèse des emplois pondérés

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 12,28 milliards d'euros au 31 décembre 2023 contre 10,82 milliards d'euros au 31 décembre 2022.

Aperçu des actifs pondérés des risques (RWA) (EU OV1)

		Montants total d'exposition au risque RWA			Exigences totales de fonds propres
(en millions d'euros)		31/12/2023	30/09/2023	31/12/2022	31/12/2023
1	Risque de crédit (hors CCR)	11 296	11 596	9 938	904
2	Dont: approche standard	11 296	11 569	9 881	904
3	Dont: approche NI simple (F-IRB)	-	-	-	-
4	Dont: approche par renforcement	-	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	(0)	29	1	(0)
5	Dont: approche NI avancée (A-IRB)	-	-	-	-
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	-	-	-	-
7	Dont: approche standard	-	-	-	-
8	Dont: méthode du modèle interne (IMM)	-	-	-	-
EU 8a	Dont: expositions sur une CCP	-	-	-	-
EU 8b	Dont: ajustement de la valeur de crédit - CVA	-	-	-	-
9	Dont autres CCR	-	-	-	-
15	Risque de règlement	0	-	0	0
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)	-	-	-	-
17	Dont approche SEC-ERBA	-	-	-	-
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	-	-	-	-
19	Dont approche SEC-SA	-	-	-	-
EU 19a	Dont 1250%	-	-	-	-
20	Risques de position, de change et de matières premières (risque de marché)	-	-	-	-
21	Dont: approche standard	-	-	-	-
22	Dont: approche fondée sur les modèles internes	-	-	-	-
EU 22a	Grands risques	-	-	-	-
23	Risque opérationnel	969	972	889	79
EU 23a	Dont: approche élémentaire	-	-	-	-
EU 23b	Dont: approche standard	969	972	889	79
EU 23c	Dont: approche par mesure avancée	-	-	-	-
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250%)	74	79	56	6
29	TOTAL	12 285	12 570	10 827	983

Les emplois pondérés augmentent de 983 M€ (+9%) en raison notamment de l'activité des métiers entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022.

Risque de crédit et de contrepartie

On entend par « Emplois pondérés (*RWA*) » : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue en méthode standard ;

Dans les parties ci-dessous sont présentées :

- La qualité du risque de crédit
- Les techniques de réduction du risque de crédit

Expositions performantes et non performantes, et provisions associées (EU CR1)

TO (USD) (millions de USD)		Salaires emplois bruts / Montants salariaux				Déclarations sociales, variations des cotisations de la part de l'employeur dues au respect de la loi et provisions								Salaires payés après les impositions		Salaires après les impositions nettes	
		Déclarations sociales		Déclarations sociales		Déclarations sociales				Déclarations sociales							
		Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées				
		Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	Données déclarées	
100	Salaires et cotisations sociales	10000	10000	-	-	-	10000	10000	-	-	-	-	-	-	-	-	
101	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
102	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
103	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
104	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
105	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
106	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
107	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
108	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
109	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
110	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
111	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
112	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
113	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
114	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
115	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
116	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
117	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
118	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
119	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
120	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
121	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
122	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
123	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
124	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
125	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
126	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
127	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
128	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
129	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
130	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
131	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
132	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
133	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
134	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
135	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
136	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
137	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
138	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
139	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
140	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
141	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
142	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
143	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
144	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
145	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
146	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
147	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
148	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
149	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
150	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
151	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
152	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
153	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
154	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
155	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
156	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
157	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
158	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
159	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
160	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
161	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
162	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
163	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
164	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
165	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
166	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
167	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
168	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
169	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
170	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
171	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
172	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
173	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
174	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
175	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
176	Salaires nets	9100	9100	1000	1000	1000	9100	9100	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	
177	Salaires nets	9100	9100	1000	1000												

Il est à noter que les expositions sont principalement sur des expositions dites performantes en Stage 1 (créances saines).

Qualité du crédit des expositions faisant l'objet d'une restructuration (EU CQ1)

31/03/2023		Valeur susceptible brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de restructuration				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions restructurées	
		Restructurées performantes	Restructurées non performantes		Sur des expositions restructurées performantes	Sur les expositions restructurées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions restructurées non performantes faisant l'objet de mesures de restructuration	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
068	Solde de instruments émis par des banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	48	43	43	43	(9)	(9)	48	29
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entités financières	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Entreprises non financières	48	43	43	43	(9)	(9)	48	29
070	Ménages	-	-	-	-	-	-	-	-
080	Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
090	Engagements de prêts versés	-	-	-	-	-	-	-	-
100	TOTAL	48	43	43	43	(9)	(9)	48	29

(en millions d'euros)

Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par
branche d'activité (EU CQ5)

31/12/2023

		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation		
			Dont en défaut			
(en millions d'euros)						
010	Agriculture, sylviculture et pêche	661	17	17	661	(7)
020	Industries extractives	68	4	5	68	(2)
030	Secteur manufacturier	8 796	193	193	8 796	(86)
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1 389	16	13	1 389	(14)
050	Distribution d'eau	438	7	7	438	(4)
060	Construction	1 498	58	58	1 498	(23)
070	Commerce de gros et de détail	4 638	95	95	4 638	(56)
080	Transports et entreposage	2 083	67	67	2 083	(36)
090	Hébergement et restauration	636	29	27	636	(14)
100	Information et communication	724	5	5	724	(3)
105	Activités de finance et d'assurance	463	8	8	463	(5)
110	Activités immobilières	3 186	331	330	3 186	(114)
120	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 354	26	25	1 354	(11)
130	Activités de services administratifs et de soutien	1 871	47	47	1 871	(23)
140	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	9	0	0	9	(0)
150	Enseignement	68	3	3	68	(1)
160	Services de santé humaine et action sociale	354	13	13	354	(5)
170	Arts, spectacles et activités récréatives	131	2	2	131	(2)
180	Autres services	1 024	34	31	1 024	(28)
190	TOTAL	29 403	951	938	29 403	(419)

Maturité des expositions (EU CR1-A)

		Valeurs nettes d'exposition au bilan				
		A vue	< 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée
1	Prêts et avances	-	18 987	8 190	4 334	-
2	Titres de créance	-	-	-	-	-
3	TOTAL	-	18 987	8 190	4 334	-

3. Techniques de réduction du risque de crédit

Aperçu des techniques d'atténuation du risque de crédit : informations sur l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit (EU CR3)

		Valeur comptable non garanties	Valeur comptable garantie	Dont garantie		
				par des sûretés	par des garanties financières	par des dérivés de crédit
1	Prêts et avances	24 058	11 454	7	11 448	-
2	Titres de créance	-	-	-	-	-
3	TOTAL	24 058	11 454	7	11 448	-
4	Dont expositions non performantes	509	202	-	202	-
5	Dont en défaut	499	199	-	199	-

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans le rapport annuel relative aux facteurs de risque.

Risque de crédit- Modèle standard

Approche standard : exposition au risque de crédit et effets sur les techniques d'atténuation du risque de crédit (CR4)

31/12/2023

Catégories d'expositions

(en millions d'euros)

		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité de RWA	
		Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	RWA	Densité de RWA (%)
1	Administrations centrales ou banques centrales	713	1	713	-	15	2,11%
2	Administrations régionales ou locales	404	13	404	0	81	20,13%
3	Entités du secteur public	468	16	483	1	74	15,36%
4	Banques multilatérales de développement	-	-	1	-	-	-
5	Organisations internationales	0	-	0	-	-	-
6	Établissements	4 728	61	18 295	562	505	2,68%
7	Entreprises	17 723	3 478	8 347	975	7 470	83,73%
8	Clients de détail	8 033	1 049	1 719	16	988	56,99%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	1 626	70	2 031	5	935	45,93%
10	Expositions en défaut	597	48	424	4	591	138,14%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-
12	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	-	-	-	-	-	-
15	Actions	53	-	53	-	98	183,88%
16	Autres éléments	992	-	868	-	537	61,93%
17	TOTAL	33 338	4 735	33 338	1 163	11 296	32,74%

Partie 3 : Risque de liquidité

4. Gestion du Risque de Liquidité

La gestion du risque de liquidité est appréhendée au niveau du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring (palier de consolidation).

a) Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité

La stratégie mise en œuvre par le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring en matière de gestion du risque de liquidité s'articule autour de quelques grands principes :

- Une structure de financement qui minimise le risque et des coussins de liquidité conséquents, destinés à permettre au Groupe de faire face à une éventuelle crise de liquidité.
- Une gestion prudente du risque de liquidité (en lien avec les contraintes internes et réglementaires).
- Un dispositif robuste de pilotage et d'encadrement du risque de liquidité.
- Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring s'assure de la bonne utilisation et de la diversification de ses sources de financement via des indicateurs dédiés, à la fois pour le court et le long terme.

b) Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité

La situation en liquidité du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est analysée et suivie par le département Gestion Financière. Le département Gestion Financière reporte auprès des différentes instances pour information ou décision :

- Le Conseil d'administration approuve les principaux éléments du système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité et contrôle l'action du Directeur général ainsi que la situation du Groupe en matière de liquidité. Le Comité des risques / d'Audit issu du Conseil d'Administration intervient pour l'éclairer sur la pertinence du dispositif mis en place et, en particulier, des méthodologies internes et des hypothèses sous-jacentes ;
- Le Comité des risques / d'Audit exerce un rôle de suivi des risques des entités du Crédit Agricole Leasing & Factoring. Il est présidé par un membre du Conseil d'administration ;
- Le Comité Financier trimestriel a une compétence générale d'examen de la situation en matière de gestion Actif/Passif et donc de risque de liquidité. Il est présidé par le Directeur général et/ou un Directeur général Adjoint et il réunit les équipes de la Direction de la gestion financière et de la Direction des risques de CALEF et de CASA. Il examine notamment, pour la partie liquidité, les indicateurs de pilotage de la liquidité. Il valide en particulier les plans de financement dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle et également à l'occasion des Plans Moyen Terme.
- Tous les mois, les équipes de la Gestion Financière (Trésorerie, ALM) et le Directeur Financier, décident de l'exécution de la politique de refinancement, de la surveillance des indicateurs associés et ajustent dans le cadre de leur délégation la gestion proactive du refinancement en fonction de la situation.

La Direction Finances Contentieux et Juridique et plus particulièrement le Département Gestion Financière du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est en charge de déterminer et mettre en œuvre, sur la base des décisions de l'organe délibérant, les principaux éléments du système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité. Un système de délégation de pouvoir donne à la ligne Finances (Directeur Financier et responsable de département de la

gestion financière) la possibilité de prendre toute décision d'engagement dans le cadre des orientations définies par le Comité Financier.

Un système de contrôle interne a été déployé autour du dispositif d'encadrement de la liquidité :

- Un système de contrôle permanent, visant à s'assurer du bon fonctionnement quotidien du dispositif ;
- Un système d'encadrement et de prévention des Risques, visant à contrôler le niveau de risque encouru et la qualité du dispositif de gestion et d'encadrement du risque de liquidité ;
- Un système de contrôle périodique.

Enfin, lors de l'élaboration du Processus ILAAP, CAL&F réalise une auto-évaluation qualitative de son dispositif de liquidité. Ce support est annexé à la déclaration (LAS) qui est signée par le Directeur Général.

c) Centralisation de la liquidité et interactions intra-groupe

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring bénéficie de refinancements émanant principalement de Crédit Agricole S.A. qui joue le rôle de banque centrale pour toutes les entités du Groupe Crédit Agricole. Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring s'assure aussi de la bonne circulation de la liquidité entre les entités du Groupe et réalise le plan de financement à son niveau qu'elle redistribue entre les entités.

Pour des raisons spécifiques et sous conditions, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a la possibilité d'avoir un accès aux marchés par le biais de programmes d'émissions de titres de dette à court terme (NEU CP - Negotiable European Commercial Paper) et à moyen terme (NEU MTN - Negotiable European Medium Term Note).

d) Systèmes de reporting et de mesure du risque de liquidité

Dans la pratique, le suivi du risque de liquidité s'effectue via un outil centralisé commun à toutes les entités du Groupe Crédit Agricole.

Via un plan de comptes adapté au suivi du risque de liquidité, cet outil permet d'identifier les compartiments homogènes du bilan du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring et de chacune de ses filiales. Cet outil véhicule également l'écoulement de chacun de ces compartiments. En production depuis 2013, il mesure sur base mensuelle les différents indicateurs normés par le Groupe :

- Les indicateurs du modèle interne de liquidité : bilan de liquidité, réserves, stress scénarios, concentration du refinancement court terme et long terme, position en ressources stables, etc.
- Les indicateurs réglementaires : LCR, NSFR (trimestriel depuis le 30/06/2021), ALMM.

Ce dispositif est complété d'outils de gestion apportant une vision quotidienne de certains risques (production quotidienne du LCR).

La gestion de la liquidité est également intégrée au processus de planification du Groupe. Ainsi le bilan de liquidité est projeté, notamment dans le cadre des exercices budgétaires, du Plan moyen terme ou de stress.

e) Couverture du risque de liquidité

Les politiques de gestion du risque de liquidité mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring consistent à disposer d'une structure de bilan solide afin de pouvoir faire face à des situations de stress ou crises de liquidité (sorties de liquidité ou fermeture de marché). Cela passe essentiellement par :

- L'adossement en durée du refinancement moyen long terme aux métiers du Leasing et privilégier le recours au refinancement court terme pour le métier de l'affacturage. À ce titre, le Groupe Crédit Agricole a fixé un objectif de gestion en matière de Position en

- Ressources Stables et d'une limite en matière de refinancement court terme net au Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring,
- La diversification des sources de refinancement (emprunts BEI & BDCE intermédiés par Crédit Agricole S.A., programmes d'émission NEU CP / MTN...)
- Le maintien d'un gisement de réserves de créances éligibles au refinancement banque centrale.
- En cas de crise, ces réserves d'actifs liquéfiants permettent de faire face à des sorties significatives de liquidité. Ces actifs sont constitués principalement de :
 - Dépôts en banque centrale (auprès de la BCE),
 - Créances mobilisables en banque centrale.

f) Pilotage et gouvernance

L'appétence au risque de liquidité est définie chaque année par la gouvernance dans le « Risk Appetite Framework », qui traduit le niveau de risque accepté par le Groupe (par la voix de son Conseil d'Administration). Cela se matérialise par des seuils d'alerte et des limites sur les indicateurs clé du dispositif de suivi du risque de liquidité :

- Le LCR et le NSFR, pilotés avec une marge de manœuvre par rapport aux exigences réglementaires (soit un seuil d'appétit = Budget pour le LCR à 110%).
- Les indicateurs internes, tels que les scénarios de crise de liquidité et les réserves de liquidité font également l'objet de seuils d'alerte et limites.

Principaux indicateurs d'appétit et de gestion du risque de liquidité suivis par le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring au 31/12/2023 :

	LCR	NSFR	Stress	Réserves
Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring	112,63%	114,56 %	✓ Global > 0 ✓ Systémique > 0 ✓ Idiosyncratique > 0	2.3 Md€

Le dispositif de pilotage interne est complété par d'autres mesures du risque de liquidité (concentration du refinancement moyen long terme par échéances, consommation de refinancement court terme, niveau d'encombrement des actifs) suivies au niveau Groupe. Le Groupe établit annuellement une déclaration concernant l'adéquation des dispositifs de gestion du risque de liquidité, assurant que les systèmes de gestion de risque de liquidité mis en place sont adaptés au profil et à la stratégie du Groupe. Cette déclaration est approuvée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Leasing & Factoring, centralisée auprès de Crédit Agricole S.A. pour être finalement transmise à la Banque Centrale Européenne, en tant que superviseur du Groupe.

2) Ratio réglementaire de couverture des besoins de liquidité court-terme (Liquidity Coverage Ratio)

Informations quantitatives : LCR moyen* sur 12 mois glissants calculé au 31/03/2023, 30/06/2023, 30/09/2023 et 31/12/2023 (*moyenne des 12 dernières mesures de fin de mois)

Liquidity Coverage Ratio average over 12 months (LCR)		Total unweighted value (average)				Total weighted value (average)			
Scope of consolidation: CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING GROUP									
(in millions of euros)									
EU 1a	Quarter ending on	31/12/2023	30/03/2023	30/06/2023	30/09/2023	31/12/2023	30/03/2023	30/06/2023	30/09/2023
EU 1b	number of data points used in the calculation of	12	12	12	12	12	12	12	12
HIGH-QUALITY LIQUID ASSETS									
1	Total high-quality liquid assets (HQLA)					689	974	1 336	1 716
CASH OUTFLOWS									
2	Retail deposits and deposits from small business customers, of which:								
3	Stable deposits								
4	Less: stable deposits								
5	Unsecured wholesale funding	1 654	1 618	1 607	1 587	1 654	1 618	1 607	1 587
6	Operational deposits (all counterparties) and deposits in accounts of cooperative banks								
7	Non-operational deposits (all counterparties)	1 621	1 600	1 573	1 548	1 621	1 600	1 573	1 548
8	Unsecured debt	33	8	35	29	33	8	35	29
9	Secured wholesale funding								
10	Additional requirements	3 891	3 824	3 992	3 798	373	376	381	362
11	Outflow related to derivative exposures and other collateral requirements	35	25	26	33	35	25	26	33
12	Outflow related to loss of funding on debt products								
13	Credit and liquidity facilities	3 876	3 809	3 957	3 766	338	341	346	329
14	Other contractual funding obligations	6	6	9	6	6	6	6	6
15	Other contingent funding obligations								
16	TOTAL CASH OUTFLOWS					2 827	1 994	1 989	1 949

CASH INFLOWS									
17	Secured lending (e.g. reverse repo)								
18	Inflows from fully performing exposures	10 732	10 384	9 438	8 830	4 195	4 194	4 078	3 894
19	Other cash inflows								
EU-19a	(Difference between total weighted inflows and total weighted outflows arising from transactions in third countries where there are transfer restrictions or which are denominated in non-convertible currencies)								
EU-19b	(Excess inflows from a related specialised credit institution)								
20	TOTAL CASH INFLOWS	10 732	10 384	9 438	8 830	4 195	4 194	4 078	3 894
EU-20a	Fully exempt inflows								
EU-20b	Inflows subject to 50% cap								
EU-20c	Inflows subject to 75% cap	10 732	10 384	9 438	8 830	4 195	4 194	4 078	3 894

EU-21	LIQUIDITY BUFFER					689	974	1 336	1 716
22	TOTAL NET CASH OUTFLOWS*					587	439	497	487
23	LIQUIDITY COVERAGE RATIO					137.19%	244.59%	281.96%	368.97%

*The net cash outflows are calculated on average on the amounts observed (over the 12 regulatory declarations concerned) including the application of a cap on cash inflows (maximum of 75% of gross outflows), if applicable

Informations qualitatives sur le ratio LCR (EU LIQ B)

Numéro de ligne	Information qualitative
(a)	<p>Explications concernant les principaux facteurs à l'origine des résultats du calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) et l'évolution dans le temps de la contribution des données d'entrée au calcul du LCR.</p> <p>Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring affiche un niveau confortable de LCR bénéficiant de larges excédents de liquidité placés exclusivement en Banque Centrale.</p> <p>Le ratio moyen observé en fin de trimestres (cf. tableau ci-dessus) est à 137% sur l'année 2023 résultant d'une gestion encadrée des sorties de trésorerie à 1 mois et le maintien de dépôts banque centrale conséquents.</p> <p>Les sorties de trésorerie proviennent pour l'essentiel des tombées de refinancement (données moyennes observées en fin de trimestres stables). Les sorties de trésorerie liées aux éventuel tirages d'engagements de hors bilan et à l'exposition aux dérivés demeurent limitées et stables.</p> <p>Les entrées de trésorerie proviennent pour l'essentiel des remboursements sur financements clients. Néanmoins, l'impact des entrées de trésorerie reste plafonné réglementairement à 75% des sorties de trésorerie. Cette situation se vérifie quasiment à chaque arrêté.</p>
(b)	Explications concernant les variations dans le temps du ratio LCR.
(c)	<p>Explications concernant la concentration réelle des sources de financement.</p> <p>En matière de refinancement, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring s'appuie notamment sur la maison-mère Crédit Agricole SA ainsi que sur le réseau de la Banque Universelle de Proximité et tend à diversifier ses sources de refinancement par le biais de refinancements supra-nationaux (BEI, BOCE et programme T-LTRO) et par le marché (émission de titres de créances négociables).</p>
(d)	<p>Description à haut niveau de la composition du coussin de liquidité de l'établissement.</p> <p>Les actifs HQLA du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont de très bonne qualité, exclusivement constitués de dépôts en Banque Centrale.</p> <p>Le niveau élevé des dépôts en Banque Centrale résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité.</p>
(e)	<p>Expositions sur dérivés et appels de sûretés potentiels.</p> <p>Les sorties de trésorerie relatives à cet item matérialisent le risque contingent d'augmentation des appels de marge sur dérivés dans un scénario de marché défavorable (item en baisse continue pour le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring). L'impact de cette exposition pour le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est très limité.</p>
(f)	<p>Non-congruence des monnaies dans le ratio LCR.</p> <p>Au 31/12/2023, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring couvre ses sorties nettes de trésorerie par des actifs liquides libellés dans une monnaie unique (1)</p>
(g)	<p>Autres éléments du calcul du ratio LCR non pris en compte dans le modèle de publication du LCR mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de</p> <p>Non applicable</p>

3) Ratio réglementaire de couverture des besoins de liquidité moyen/long-terme (Net Stable Funding Ratio)

Informations quantitatives : NSFR mesuré au 31/03/2023, 30/06/2023, 30/09/2023 et 31/12/2023

Net Stable Funding Ratio (NSFR) at 31/03/2023						
Scope of consolidation : UNCLIFF CREDIT AGRICOLE						
(in millions of euros)		Unweighted value by residual maturity				Weighted value
		No maturity	< 6 months	6 months to < 1yr	≥ 1yr	
Available stable funding (ASF) items						
1	Capital items and instruments	1 492	224	90	114	1 651
2	Own funds	1 492	224	90	114	1 651
3	Other capital instruments	-	-	-	-	-
4	Retail deposits	-	-	-	-	-
5	Stable deposits	-	-	-	-	-
6	Less stable deposits	-	-	-	-	-
7	Wholesale funding	-	10 116	2 741	12 295	14 075
8	Operational deposits	-	-	-	-	-
9	Other wholesale funding	-	10 116	2 741	12 295	14 075
10	Interdependent liabilities	-	-	-	-	-
11	Other liabilities	2	1 803	20	1 475	1 485
12	NSFR derivative liabilities	2	-	-	-	-
13	All other liabilities and capital instruments not included in the above categories	-	1 803	20	1 475	1 485
14	Total available stable funding (ASF)	-	-	-	-	17 211
Required stable funding (RSF) items						
15	Total high-quality liquid assets (HQLA)	-	-	-	-	-
EU-15a	Assets encumbered for a residual maturity of one year or more in a cover pool	-	-	-	-	-
16	Deposits held at other financial institutions for operational purposes	-	2 598	-	-	1 299
17	Performing loans and securities:	-	15 121	1 534	10 825	12 090
18	Performing securities financing transactions with financial counterparties collateralised by Level 1 HQLA subject to 0% haircut	-	-	-	-	-
19	Performing securities financing transactions with financial counterparties collateralised by other assets and loans and advances to financial institutions	-	434	60	491	595
20	Performing loans to non-financial corporate clients, loans to retail and small business customers, and loans to sovereigns, and PSEs, of which:	-	1 825	1 442	10 929	10 432
21	With a risk weight of less than or equal to 25% under the Basel I/II Standardised Approach for credit risk	-	16	2	40	40
22	Performing residential mortgages, of which:	-	-	-	-	-
23	With a risk weight of less than or equal to 25% under the Basel I/II Standardised Approach for credit risk	-	-	-	-	-
24	Other loans and securities that are not in default and do not qualify as HQLA, including exchange-traded equities and trade finance on-balance sheet products	-	10 862	12	1	1 069
25	Interdependent assets	-	-	-	-	-
26	Other assets:	-	1 757	55	236	1 798
27	Physical traded commodities	-	-	-	-	-
28	Assets posted as initial margin for derivative contracts and contributions to default funds of CCPs	-	-	-	-	-
29	NSFR derivative assets	-	-	-	-	-
30	NSFR derivative liabilities before deduction of variation margin posted	-	6	-	-	0
31	All other assets not included in the above categories	-	1 750	53	236	1 796
32	Off-balance sheet items	-	-	-	2 915	236
33	Total required stable funding (RSF)	-	-	-	-	15 351
34	Net Stable Funding Ratio (%)	-	-	-	-	112.11%

Net Stable Funding Ratio (NSFR) at 30/06/2023		a	b	c	d	e
Scope of consolidation : GROUP CREDIT AGREEMENT		Unweighted value by residual maturity				Weighted value
(in millions of euros)		No maturity	< 6 months	6 months to < 1yr	≥ 1yr	
Available stable funding (ASF) items						
1	Capital items and instruments	1 495	310	-	129	1 624
2	Own funds	1 495	310	-	129	1 624
3	Other capital instruments	-	-	-	-	-
4	Retail deposits	-	-	-	-	-
5	Stable deposits	-	-	-	-	-
6	Less stable deposits	-	-	-	-	-
7	Wholesale funding	-	11 313	3 428	13 026	14 740
8	Operational deposits	-	-	-	-	-
9	Other wholesale funding	-	11 313	3 428	13 026	14 740
10	Interdependent liabilities	-	-	-	-	-
11	Other liabilities	4	2 162	38	1 481	1 510
12	NSFR derivative liabilities	4	-	-	-	-
13	All other liabilities and capital instruments not included in the above categories	-	2 162	38	1 481	1 510
14	Total available stable funding (ASF)	-	-	-	-	17 874
Required stable funding (RSF) items						
15	Total high-quality liquid assets (HQLA)	-	-	-	-	-
EU-15a	Assets encumbered for a residual maturity of one year or more in a cover pool	-	-	-	-	-
16	Deposits held at other financial institutions for operational purposes	-	3 653	-	-	1 827
17	Performing loans and securities:	-	13 449	1 540	10 955	12 211
18	Performing securities financing transactions with financial customers collateralized by level 1 HQLA subject to 0% haircut	-	-	-	-	-
19	Performing securities financing transactions with financial customer collateralized by other assets and loans and advances to financial institutions	-	451	77	515	599
20	Performing loans to non-financial corporate clients, loans to retail and small business customers, and loans to sovereigns, and PSEs, of which:	-	1 725	1 445	10 435	10 476
21	With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk	-	18	3	54	46
22	Performing residential mortgages, of which:	-	-	-	-	-
23	With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk	-	-	-	-	-
24	Other loans and securities that are not in default and do not qualify as HQLA, including exchange-traded equities and trade finance on-balance sheet products	-	11 272	38	1	1 137
25	Interdependent assets	-	-	-	-	-
26	Other assets:	-	2 223	66	774	2 055
27	Physical traded commodities	-	-	-	-	-
28	Assets posted as initial margin for derivative contracts and contributions to default funds of CCPs	-	-	-	-	-
29	NSFR derivative assets	-	-	-	-	-
30	NSFR derivative liabilities before deduction of variation margin posted	-	5	-	-	6
31	All other assets not included in the above categories	-	2 223	66	774	2 055
32	Off-balance sheet items	-	-	-	4 082	704
33	Total required stable funding (RSF)	-	-	-	-	16 297
34	Net Stable Funding Ratio (%)	-	-	-	-	109,68%

Net Stable Funding Ratio (NSFR) at 30/09/2023		a	b	c	d	e
Scope of consolidation : GROUPE CREDIT AGRICOLE		Unweighted value by residual maturity				Weighted value
(in millions of euros)		No maturity	< 6 months	6 months to < 1yr	≥ 1yr	
Available stable funding (ASF) items						
1	Capital items and instruments	1 558	141	-	260	1 818
2	Own funds	1 558	141	-	260	1 818
3	Other capital instruments	-	-	-	-	-
4	Retail deposits	-	-	-	-	-
5	Stable deposits	-	-	-	-	-
6	Less stable deposits	-	-	-	-	-
7	Wholesale funding	-	12 331	3 329	11 987	13 651
8	Operational deposits	-	-	-	-	-
9	Other wholesale funding	-	12 331	3 329	11 987	13 651
10	Interdependent liabilities	-	-	-	-	-
11	Other liabilities	7	2 187	48	1 417	1 441
12	NSFR derivative liabilities	7	-	-	-	-
13	All other liabilities and capital instruments not included in the above categories	-	2 187	48	1 417	1 441
14	Total available stable funding (ASF)	-	-	-	-	16 910
Required stable funding (RSF) items						
15	Total high-quality liquid assets (HQLA)	-	-	-	-	-
EU-15a	Assets encumbered for a residual maturity of one year or more in a cover pool	-	-	-	-	-
16	Deposits held at other financial institutions for operational purposes	-	3 994	-	-	1 997
17	Performing loans and securities:	-	12 859	1 618	11 228	12 428
18	Performing securities financing transactions with financial customers collateralised by Level 1 HQLA subject to 0% haircut	-	-	-	-	-
19	Performing securities financing transactions with financial customer collateralised by other assets and loans and advances to financial institutions	-	478	97	574	670
20	Performing loans to non-financial corporate clients, loans to retail and small business customers, and loans to sovereigns, and PSEs, of which:	-	1 691	1 484	10 651	10 668
21	With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk	-	21	3	54	47
22	Performing residential mortgages, of which:	-	-	-	-	-
23	With a risk weight of less than or equal to 35% under the Basel II Standardised Approach for credit risk	-	-	-	-	-
24	Other loans and securities that are not in default and do not qualify as HQLA, including exchange-traded equities and trade finance on-balance sheet products	-	10 690	37	3	1 090
25	Interdependent assets	-	-	-	-	-
26	Other assets:	-	1 985	71	810	1 974
27	Physical traded commodities	-	-	-	-	-
28	Assets posted as initial margin for derivative contracts and contributions to default funds of CCPs	-	-	-	-	-
29	NSFR derivative assets	-	-	-	-	-
30	NSFR derivative liabilities before deduction of variation margin posted	-	41	-	-	2
31	All other assets not included in the above categories	-	1 944	71	810	1 972
32	Off-balance sheet items	-	-	-	3 578	179
33	Total required stable funding (RSF)	-	-	-	-	16 578
34	Net Stable Funding Ratio (%)	-	-	-	-	102.01%

Informations qualitatives

Le ratio NSFR du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring affiche un niveau d'excédents en ressources stables conséquent, résultant d'un pilotage bilanciel prudent via un rallongement constant et progressif du refinancement moyen-long terme depuis la mise en place du ratio en juin 2021.

Il convient de noter que le métier Affacturage bénéficie d'un régime de pondération préférentiel permettant de limiter l'exigence en ressources stables (textes CRR2). L'enjeu du pilotage NSFR au niveau du groupe CAL&F se concentre donc sur les métiers du Leasing qui font l'objet d'une politique de refinancement limitant au maximum tout déficit en ressources stables. A fin 2023, le ratio NSFR ressort à 114,56% avec un excédent en ressources stables de 2.46 Mds€.

Template 37 critères mettant en exergue les caractéristiques par instrument Debt sub

GLOSSAIRE

ACRONYMES

ABE / EBA

Autorité bancaire européenne ou European Banking Authority (EBA)

ACPR

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

AMF

Autorité des marchés financiers

BCE

Banque centrale européenne

IFRS

International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière)

PME

Petite et moyenne entreprise

RBE

Résultat brut d'exploitation

TPE

Très petites entreprises

TERMES

Agence de notation

Organisme spécialisé dans l'évaluation de la solvabilité d'émetteurs de titres de dettes, c'est-à-dire leur capacité à honorer leurs engagements (remboursement du capital et des intérêts dans la période contractuelle).

ALM Asset and Liability Management - gestion actif-passif

La gestion actif-passif consiste à gérer les risques structurels du bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement afin de protéger la valeur patrimoniale de la banque et/ou sa rentabilité future.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

Appétit pour le risque

L'appétit pour le risque correspond au niveau de risque, par nature et par métier, que le Groupe est prêt à prendre au regard de ses objectifs stratégiques. Il s'exprime aussi bien au travers de critères quantitatifs que qualitatifs. L'exercice d'appétit pour le risque constitue un des outils de pilotage stratégique à la disposition des instances dirigeantes du Groupe.

AT1 Additional Tier 1

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1*) éligibles sous Bâle 3 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement. Ils sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes lorsque le ratio CET1 est en dessous d'un certain seuil, fixé dans leur prospectus d'émission.

Bâle 3

Nouvelle évolution des standards prudentiels bancaires qui se substitue aux précédents accords de Bâle 2 en renforçant la qualité et la quantité de fonds propres minimaux que les établissements doivent détenir. Ils mettent également en œuvre des exigences minimales en termes de gestion du risque de liquidité (ratios quantitatifs), définissent des mesures visant à limiter la procyclicité du système financier (coussins de fonds propres qui varient en fonction du cycle économique) ou encore renforcent les exigences relatives aux établissements considérés comme systémiques. Dans l'Union européenne, ces standards prudentiels ont été mis en œuvre via la directive 2013/36/UE

(CRD 4 - *Capital Requirement Directive*) et le règlement (UE) n° 575/2013 (CRR - *Capital Requirement Regulation*).

* *Indicateur alternatif de performance*

Collatéral

Le collatéral est un actif transférable ou une garantie apportée, servant de gage au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges d'exploitation par le Produit Net Bancaire ; il indique la part de Produit Net Bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours *

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). À partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance dont le débiteur n'a pas versé les intérêts et les remboursements depuis un certain temps par rapport aux échéances du contrat de crédit, ou pour laquelle il existe un doute raisonnable que cela puisse être le cas.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

CVA Credit Valuation Adjustment

Le *Credit Valuation Adjustment* (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut

d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché positive d'un instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

DVA Debit Valuation Adjustment

Le Debit Valuation Adjustment (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

Dividende

Le dividende est la part du bénéfice net ou des réserves qui est distribuée aux actionnaires. Son montant est proposé par le Conseil d'administration puis voté par l'Assemblée générale, après l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

EAD Exposure At Default

Valeur exposée au risque : exposition de CALX en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

EP Emplois pondérés / RWA Risk-Weighted Assets

Ce sont les actifs (crédits, etc.) inscrits au bilan d'une banque, pondérés de façon prudentielle en fonction du risque de perte qu'ils portent et dont le total sert de dénominateur pour déterminer les principaux ratios de solvabilité.

EL Expected Loss

La perte attendue est la perte susceptible d'être encourue en fonction de la qualité de la contrepartie compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Elle s'obtient en multipliant l'exposition en risque (EAD) par la probabilité de défaut (PD) et par le taux de perte (LGD).

Établissement systémique

Le groupe Crédit Agricole (mais pas Crédit Agricole S.A.), figure dans la liste publiée par le Conseil de stabilité financière (FSB) en novembre 2012 puis mise à jour en novembre 2016 et qui comprend 30 établissements bancaires mondiaux, dits systémiques. Un établissement systémique devra mettre en place un coussin de fonds propres de base compris entre 1 % et 3,5 % par rapport aux exigences de Bâle 3.

FCP Fonds communs de placement

Type d'OPCVM émettant des parts et n'ayant pas de personnalité juridique. L'investisseur en achetant des parts, devient membre d'une copropriété de valeurs mobilières mais ne dispose d'aucun droit de vote. Il n'en est pas actionnaire. Un FCP est représenté et géré, sur les plans administratif, financier et comptable par une société de gestion unique qui peut elle-même déléguer ces tâches.

FCPE Fonds communs de placement d'entreprise

Dispositif d'épargne salariale au sein des entreprises proposant ce type de dispositif à leurs salariés. Les épargnants détiennent des parts de fonds communs de placement (FCP) attribuées en contrepartie de leurs versements et de ceux éventuels de l'entreprise pour leur compte (abondement).

FRaD Fides, Respect, Demeter

Démarche de déploiement, de pilotage et de mesure des progrès en matière de RSE. FRaD est constitué de 3 piliers et 19 engagements destinés à renforcer la confiance (Fides), développer les hommes et l'écosystème sociétal (Respect) et préserver l'Environnement (Demeter). L'indice FRaD mesure chaque année depuis 2011 les progrès réalisés par Crédit Agricole S.A. et ses filiales en matière de RSE. Cet indice est

validé chaque année par PricewaterhouseCoopers.

FSB Financial Stability Board ou CSF Conseil de stabilité financière

Le Conseil de stabilité financière a pour mission d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial et de mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière. Il rassemble les gouverneurs, les ministres des finances et les superviseurs des pays du G20. Son objectif premier est donc de coordonner au niveau international les travaux des autorités financières nationales et des normalisateurs internationaux dans le domaine de la régulation et de la supervision des institutions financières. Créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009, le FSB succède au Forum de stabilité financière institué en 1999 à l'initiative du G7.

Gestion d'actifs Asset Management

Métier financier consistant à gérer des valeurs mobilières ou autres actifs, pour compte propre ou pour compte de tiers (clientèle d'institutionnels ou de particuliers). En matière de gestion collective, les actifs sont gérés sous forme de fonds ou dans le cadre de mandats de gestion. Les produits sont adaptés pour répondre aux différentes attentes de la clientèle tant en termes de diversification géographique ou sectorielle, de gestion à court ou long terme que de niveau de risque souhaité.

Gouvernement d'entreprise ou gouvernance

Ce concept recouvre la mise en place dans l'entreprise de l'ensemble des mécanismes assurant la transparence, l'égalité entre actionnaires et l'équilibre des pouvoirs entre management et actionnaires. Ces mécanismes concernent : les modes d'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, le fonctionnement du Conseil d'administration, l'articulation des différents organes de direction, la politique de rémunération des dirigeants et des cadres.

Green Bonds

Une green bond est une obligation "environnementale" émise par un organisme qualifié (entreprise, collectivité locale ou organisation internationale) destinée au financement de projets ou activités à visée écologique et/ou de conception durable. Ces instruments sont souvent utilisés dans le cadre du financement de l'agriculture durable, de la protection des écosystèmes, de l'énergie renouvelable et de cultures écologiques.

HQLA High Quality Liquid Assets

Actifs liquides de haute qualité qui sont non grevés et qui peuvent être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité.

ISR Investissement socialement responsable

L'Investissement Socialement Responsable consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à la gestion financière.

Investisseurs institutionnels

Les investisseurs institutionnels sont des entreprises, organismes publics ou compagnies d'assurance dont une partie de l'activité est axée sur l'investissement en valeurs mobilières comme par exemple les actions de sociétés cotées. Entrent par exemple dans cette catégorie les sociétés de gestion, les assureurs, ainsi que les fonds de pension.

LGD Loss Given Default

La perte en cas de défaut est le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut.

Notation de crédit Credit Rating

Mesure relative de la qualité de crédit, sous la forme d'une opinion

émise par une agence de notation financière (Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings, etc.). La notation peut s'appliquer à un émetteur (entreprise, État, collectivité publique) et/ou à des émissions (emprunts obligataires, titrisations, obligations sécurisées, etc.). La notation de crédit peut influencer les conditions de refinancement (en termes de prix et d'accès aux ressources) et l'image de l'émetteur dans le marché (voir "Agence de notation").

NSFR *Net Stable Funding Ratio - Ratio de liquidité à 1 an*

Le ratio NSFR vise à promouvoir la résilience à plus long terme en instaurant des incitations supplémentaires à l'intention des banques, afin qu'elles financent leurs activités aux ressources plus stables, notamment à maturités plus longues. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, a été conçu pour limiter la transformation, c'est-à-dire le financement d'actifs long terme par des ressources court terme.

OPCVM *Organisme de placement collectif en valeurs mobilières*

Un OPCVM est un portefeuille de valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) géré par des professionnels (société de gestion) et détenu collectivement par des investisseurs particuliers ou institutionnels. Il existe deux types d'OPCVM, les SICAV (société d'investissement à capital variable) et les FCP (fonds communs de placement).

PNB *Produit net bancaire*

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées, moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

PNB sous-jacent *

Le PNB sous-jacent correspond au PNB duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels).

Ratio de levier

Le ratio de levier est un ratio qui se veut simple et qui vise à encadrer la taille du bilan des établissements. Pour ce faire, le ratio de levier met en rapport les fonds propres prudentiels de catégorie 1 (Tier 1), le bilan et le hors-bilan comptables, après retraitements de certains postes.

LCR *Liquidity Coverage Ratio - Ratio de liquidité à 1 mois*

Ce ratio vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque. Le LCR oblige les banques à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés (voir HQLA), pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des banques centrales.

MREL *Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*

Le ratio MREL est défini dans la directive européenne de "Redressement et Résolution des Banques" et correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution (voir chapitre 5 Facteurs de risque et Pilier 3/Indicateurs et ratios prudentiels).

PEL *Provision Epargne Logement*

La provision Epargne Logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être cédés à court terme par leurs détenteurs.

Résolution

Raccourci de langage pour désigner la "résolution de crises ou de défaillances bancaires". Dans les faits, pour chaque banque européenne, deux types de plan doivent être établis : un plan préventif de redressement qui est élaboré par les responsables de la banque et un plan préventif de résolution qui est décidé par l'autorité de contrôle compétente. La résolution intervient avant la faillite de la banque pour organiser son démantèlement en bon ordre et éviter le risque systémique.

RBE *Résultat brut d'exploitation*

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation, dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

*** Indicateur alternatif de performance**

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

RNPG *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RN sous-jacent *

Le résultat net sous-jacent correspond au résultat net part du groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels).

SICAV *Société d'investissement à capital variable*

Une société d'investissement à capital variable est une catégorie d'OPCVM qui permet aux investisseurs d'investir dans un portefeuille d'actifs financiers, sans détenir directement ces actifs, et de diversifier leurs placements. Elles gèrent un portefeuille de valeurs et sont spécialisées par exemple sur un marché, une classe d'actifs, un thème d'investissement ou un secteur. En matière fiscale, une part de SICAV est assimilable à une action.

Solvabilité

C'est la mesure de la capacité d'une entreprise ou d'un particulier à payer ses dettes sur le moyen et long terme. Pour une banque, la solvabilité correspond, notamment, à sa capacité à faire face aux pertes que les risques qu'elle porte, sont susceptibles d'engendrer. L'analyse de la solvabilité se distingue de l'analyse de la liquidité : la liquidité de l'entreprise est son aptitude à faire face à ses échéances financières dans le cadre de son activité courante, à trouver de nouvelles sources de financement, et à assurer ainsi à tout moment l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Pour une banque, la solvabilité est encadrée par la directive CRD 4 et le règlement CRR. Pour une compagnie d'assurance, la solvabilité est encadrée par la directive Solvabilité 2, cf. Solvabilité 2.

Spread de crédit

Marge actuarielle (écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique).

Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

Stress test ou test de résistance

Exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes afin d'en étudier les conséquences sur les bilans, comptes de résultat et solvabilités des banques afin de mesurer leur capacité de résistance à de telles situations.

Taux directeur

Taux d'intérêt fixés par la Banque centrale d'un pays ou d'une union monétaire, et qui permettent à celle-ci de réguler l'activité économique. C'est le principal outil utilisé par les banques centrales pour remplir leur mission de régulation de l'activité économique : inflation pour la Banque centrale européenne (BCE), inflation et stimulation de la croissance pour la Réserve fédérale américaine (Fed).

Titres subordonnés

Les titres subordonnés sont des titres émis par une société, dont la rémunération et/ou le remboursement du capital sont subordonnés à un événement (par exemple au paiement d'un dividende, ou réalisation d'un bénéfice).

TSDI Titres subordonnés à durée indéterminée

Émission subordonnée dont la durée est infinie, le remboursement se faisant au gré de l'émetteur, à partir d'une certaine échéance.

TSS Titres super-subordonnés

Émission subordonnée de caractère perpétuel entraînant une rémunération perpétuelle. Leur durée indéterminée provient de l'absence d'un engagement contractuel de remboursement qui s'effectue au gré de l'émetteur. En cas de liquidation, ils sont remboursés après les autres créanciers.

TLAC Total Loss Absorbing Capacity

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB) (voir chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3/Indicateurs et ratios prudentiels").

VaR Valeur en risque - Value-at-Risk

Indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe, en particulier pour les opérations réalisées pour le compte de la clientèle et classées comptablement en trading (VaR à 99 % sur 10 jours conforme au modèle interne réglementaire). Elle correspond au plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des occurrences les plus défavorables sur un an d'historique.

